

G.S.A. AUDIT

Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie Régionale de Paris

**10, rue des Ternes
75017 PARIS**

**ASSOCIATION CONSISTORIALE
ISRAELITE DE PARIS**

(Association régie par la loi de 1905)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS
(Association régie par la loi de 1905)

Siège social :

**17, rue Saint-Georges
75009 PARIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondements de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué cet audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels relative à l'application de la directive comptable en matière de continuité d'exploitation. En particulier, cette note expose les conditions et hypothèses permettant l'application de cette directive, compte tenu notamment du passif exigible de l'association.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous portons notamment à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.4.2 de l'annexe relative aux actifs immobiliers expose les critères d'appréciation de la valeur d'inventaire des biens immobiliers détenus par votre association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable retenue et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'absence d'information relative à la valorisation du bénévolat, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 juin 2025

GSA AUDIT

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
Représenté par Mr Jean-Louis Guez

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a series of loops and a final flourish.

Bilan au 31 DECEMBRE 2024

| ACTIF | 2024 | | | 2023 | | PASSIF | 2024 | 2023 |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|-------------|-------------|
| | Brut | Amort/Prov. | Net | Net | Net | | | |
| Actif Immobilisé | | | | | | Fonds Associatifs | | |
| Immobilisations Incorporelles | 47 049 | 47 049 | | | | Valeur du Patrimoine intégré | 109 591 480 | 109 591 480 |
| Immobilisations Corporelles | | | | | | Réserves de réévaluation | | |
| Terrains | 33 123 594 | | 33 123 594 | 33 123 594 | 33 123 594 | Réserves issues de legs et donations | 8 695 785 | 8 695 785 |
| Constructions et agencements | 84 685 039 | 25 202 698 | 59 482 341 | 61 130 846 | 61 130 846 | Subventions d'investissement affectées | 8 836 310 | 8 793 622 |
| Autres immobilisations corporelles | 14 618 340 | 9 929 006 | 4 689 334 | 4 805 497 | 4 805 497 | Autres réserves | 5 687 175 | 5 687 175 |
| Immobilisations autres (SPCJ) | 1 343 549 | | 1 343 549 | 934 447 | 934 447 | Report à nouveau | -45 295 395 | -43 160 519 |
| Immobilisations en cours | 17 520 | | 17 520 | 332 952 | 332 952 | Résultat de l'exercice | -1 322 845 | -2 134 876 |
| Immobilisations Financières | | | | | | TOTAL (I) | 86 192 510 | 87 472 667 |
| Titres immobilisés | 4 591 000 | | 4 591 000 | 4 591 000 | 4 591 000 | Provisions pour risques & charges | 2 684 999 | 2 753 607 |
| Autres créances et prêts | 665 827 | | 665 827 | 665 827 | 665 827 | TOTAL (II) | 2 684 999 | 2 753 607 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 139 091 918 | 35 178 753 | 103 913 165 | 105 584 163 | 105 584 163 | Fonds dédiés | 3 670 399 | 3 670 399 |
| Actif Circulant | | | | | | TOTAL (III) | 3 670 399 | 3 670 399 |
| Créances clients et comptes rattachés | 3 404 042 | 1 392 690 | 2 011 352 | 1 720 573 | 1 720 573 | Dettes & Produits constatés d'avance | | |
| Autres créances | 2 871 068 | | 2 871 068 | 2 670 232 | 2 670 232 | Dépôts et cautionnements | 393 302 | 379 734 |
| Valeurs mobilières de placement | 2 747 483 | | 2 747 483 | 2 747 482 | 2 747 482 | Emprunts MT | 4 860 389 | 5 590 085 |
| Disponibilités | 542 126 | | 542 126 | 1 539 625 | 1 539 625 | Dettes financières divers | 961 492 | 15 843 |
| Caisse | 17 401 | | 17 401 | 3 796 | 3 796 | Fournisseurs et comptes rattachés | 4 172 571 | 3 529 382 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 9 582 120 | 1 392 690 | 8 189 430 | 8 681 708 | 8 681 708 | Dettes fiscales et sociales | 8 085 799 | 9 392 247 |
| Charges constatées d'avance (III) | 244 740 | | 244 740 | 157 187 | 157 187 | Autres dettes | 1 224 174 | 1 530 045 |
| | | | | | | Produits constatés d'avance | 101 700 | 89 049 |
| | | | | | | TOTAL (IV) | 19 799 427 | 20 526 385 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 148 918 778 | 36 571 443 | 112 347 335 | 114 423 058 | 114 423 058 | TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | 112 347 335 | 114 423 058 |

Compte de résultat - 2024

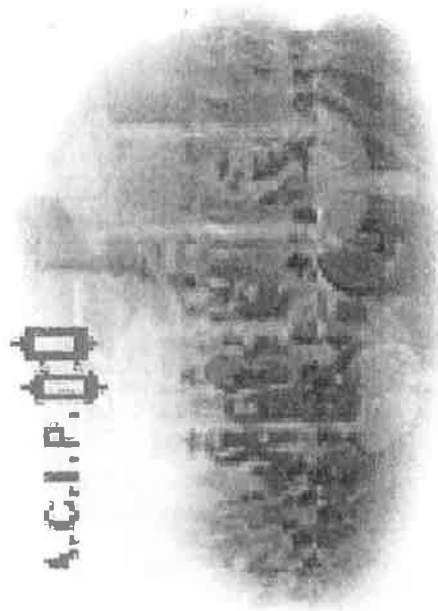
| CHARGES | | 2024 | 2023 | PRODUITS | 2024 | 2023 |
|--|--|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Achats de matières et autres approvisionnements | | | | <i>Redevances certification Cocherout</i> | | |
| Autres achats et charges externes | | 10 267 250 | 10 613 545 | | 7 902 300 | 7 757 734 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | 197 516 | 158 001 | <i>Fidèles</i> | | |
| Rémunérations du personnel | | 8 975 401 | 8 974 122 | Dons | 8 957 621 | 9 999 030 |
| Charges sociales | | 4 239 250 | 4 082 624 | Cotisations | 362 657 | 411 772 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | 2 679 431 | 2 648 808 | Autres produits des fidèles | 2 815 719 | 2 629 638 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | 161 543 | 1 027 534 | | | |
| Dotations pour risques et charges | | | 48 514 | <i>Services religieux</i> | | |
| Autres charges | | 2 425 153 | 2 803 200 | Mariages | 1 053 657 | 1 204 692 |
| | | | | Hevra | 530 479 | 479 653 |
| | | | | Talmud Thora | 226 493 | 188 067 |
| | | | | Autres produits religieux | 642 158 | 543 204 |
| | | | | Sous total produits hors libéralités | 22 491 084 | 23 213 790 |
| | | | | Autres produits | 1 970 665 | 1 185 503 |
| | | | | Reprises de provisions | 324 142 | 1 077 663 |
| | | | | Subventions d'exploitation | 1 690 250 | 1 498 886 |
| | | | | Legs et autres | | 1 239 753 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | | 28 945 544 | 30 356 348 | TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 26 476 141 | 28 215 595 |
| CHARGES FINANCIERES | | | | PRODUITS FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | Autres intérêts et produits assimilés | 21 991 | 18 232 |
| Intérêts et charges assimilées | | 290 548 | 165 968 | Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges | | |
| Charges nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIERES | | 290 548 | 165 968 | TOTAL PRODUITS FINANCIERES | 21 991 | 18 232 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | 631 582 | 82 220 | Sur opérations de gestion | 1 680 135 | 132 646 |
| Sur cession d'actif | | 197 048 | | Q/P subventions d'investissement | 88 186 | 103 187 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | Sur cession d'actif | 475 424 | |
| | | | | Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 828 630 | 82 220 | TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 243 745 | 235 833 |
| RESULTAT (BENEFICE) | | | | DEFICIT | 1 322 845 | 2 134 876 |
| | | | | dont résultat issu de l'exploitation : | | |
| | | | | dont amortissement des immobilisations | | |
| TOTAL GENERAL | | 30 064 722 | 30 604 536 | TOTAL GENERAL | 30 064 722 | 30 604 536 |



A.C.I.P

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024

A.C.I.P. 00



Annexe aux comptes 2024 de l'ACIP

1. Faits significatifs de l'exercice

Les faits marquants ont été repris dans la lettre du trésorier.

2. Règles et méthodes comptables

2.1 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont établis conformément aux règlements 99.01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et 99.03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

2.2 Durée et période de l'exercice comptable

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

2.3 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3 Continuité d'exploitation

Dans le cadre d'un protocole conclu en mars 2024 avec ses principaux créanciers (établissements financiers et organismes fiscaux et sociaux), l'association a finalisé un accord avec ces derniers permettant de préserver son activité à long terme et d'apurer son passif. En contrepartie d'une réduction de son passif et d'un rééchelonnement de sa dette, l'association s'est engagée à respecter l'échéancier conclu avec lesdits créanciers.

A ces fins, un suivi et des points d'étapes sont mis en place pour rendre compte de la situation financière de l'association et de ses projections d'activité. Dès lors, les hypothèses retenues en matière de prévisions de trésorerie et les mesures de restructurations permettent de conclure que la continuité d'exploitation est assurée, et notamment que l'association est en mesure de faire face à ses échéances.

Par ailleurs, en 2024, l'association a reçu l'engagement d'un fonds d'aide d'urgence (Le Fonds Myriam). Au montant de l'engagement pris, s'ajoute une aide au titre de l'accompagnement dans la mise en place de mesures de restructurations de l'association.

Parmi les mesures retenues, la gouvernance de l'association a entrepris un plan de cession d'actifs immobiliers. A ce jour, deux biens ont été identifiés et ont fait l'objet d'une mise sur le marché. Le produit de cession de ces biens pourrait s'élever à environ 1,2 million d'euros. Pour un des deux biens, une promesse de vente a d'ores et déjà été signée et la cession effective interviendra fin août 2025 pour 500 K€.

2.4 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du bilan — Actif

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et frais accessoires)

| | |
|----------------------------|-------|
| Dépôts de marques, brevets | 5 ans |
| Logiciels | 3 ans |
| Internet | 3 ans |

Variation des immobilisations incorporelles:

| En euros | 31/12/2023 | Augmentation | Diminution | Valeur brute au 31/12/2024 |
|-------------------------------------|------------|--------------|------------|----------------------------|
| Brevets, marques | 0 | | | 0 |
| Logiciels | 39 237 | | | 39 237 |
| Internet | 7 812 | | | 7 812 |
| Total immobilisations incorporelles | 47 049 | 0 | 0 | 47 049 |

Variation des amortissements :

| En euros | Cumul 31/12/2023 | Amortissements de l'exercice | | Cumul 31/12/2024 |
|--|---------------------|------------------------------|----------|---------------------|
| | | Dotations | Reprises | |
| Brevets, marques | | | | |
| Logiciels | 39 237 | | | 39 237 |
| Internet | 7 812 | | | 7 812 |
| Total immobilisations incorporelles | 47 049 | | | 47 049 |

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément sauf les biens immobiliers (terrains et constructions) qui suivent un traitement particulier.

a) Les actifs immobiliers

Il convient de rappeler que lors de l'exercice 2006, l'ACIP a décidé de comptabiliser l'ensemble de ses actifs immobiliers et notamment le parc immobilier dont elle dispose. Dans ce cadre, les dispositions relatives aux changements de méthodes comptables avaient été retenues et non celles relatives à l'évaluation des actifs à leur date d'entrée. En outre, il avait été appliqué la méthode par composants, conformément au règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicable depuis le 1er janvier 2005. L'analyse est détaillée au § 2.4.2.

L'adoption de ces nouvelles dispositions avait abouti à une inscription d'un actif immobilier en contrepartie d'un compte de réserve "Valeur du Patrimoine Intégré".

Cette distinction est conforme aux recommandations du PCG relatives aux biens propres de l'Association.

La valeur brute des immobilisations n'a pas fait l'objet d'une réévaluation depuis leur comptabilisation en 2006.

b) Amortissements des biens immobiliers

Conformément au PCG, les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Les amortissements pratiqués ne portent donc que sur les seules constructions.

Afin de tenir compte des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, il a été procédé à une décomposition des Constructions en trois composants :

- Le gros œuvre ;
- La toiture ;
- Les agencements et aménagements.

Sur la base de cette décomposition déterminée en conformité avec des études similaires menées par de nombreuses entités soumises aux mêmes contraintes, les tableaux ci-dessous résument les durées d'amortissement pratiquées :

| Biens historiques | |
|-------------------|-----------------------------|
| | Durée d'amortissement (ans) |
| Gros œuvre | 80 |
| Toiture | 45 |
| Agencements | 35 |

| Autres biens | |
|--------------|-----------------------------|
| | Durée d'amortissement (ans) |
| Gros œuvre | 80 |
| Toiture | 45 |
| Agencements | 35 |

c) Autres immobilisations corporelles

| Matériel de bureau et informatique | |
|---|-------|
| Ordinateurs, imprimantes | 3 ans |
| Autre matériel informatique | 3 ans |
| Autre matériel de bureau | 4 ans |
| Mobilier | 8 ans |

Variation des immobilisations

| En euros | Valeur brute au 31/12/2023 | | | Valeur brute au 31/12/2024 |
|---|----------------------------|------------------|----------------|----------------------------|
| | | Augmentation | Diminution | |
| Immobilisations Incorporelles | | | | |
| Terrains | 47 049 | 0 | 0 | 47 049 |
| | 33 123 594 | | | 33 123 594 |
| Gros œuvre | 45 616 247 | | 180 000 | 45 436 247 |
| Toiture | 8 342 597 | | 45 000 | 8 297 597 |
| Agencements et aménagements | 9 001 183 | | 75 000 | 8 926 183 |
| Sous total constructions propres | 62 960 027 | 0 | 300 000 | 62 660 027 |
| Gros œuvre sur sol d'autrui et Toiture sur sol d'autrui | 16 664 172 | | | 16 664 172 |
| Agencements et aménagements sur sol d'autrui | 5 360 840 | | | 5 360 840 |
| Sous total constructions sur sol d'autrui | 22 025 012 | 0 | 0 | 22 025 012 |
| Sous total constructions | 84 985 039 | 0 | 300 000 | 84 685 039 |
| Petit outillage divers | 56 493 | | | 56 493 |
| Installations et agencements | 13 270 559 | 1 080 635 | | 14 351 194 |
| Matériel de bureau et informatique | 179 477 | 31 176 | | 210 653 |
| Immobilisations corporelles (SPC.J) | 0 | | | 0 |
| Avances et acomptes (autres) | 1 267 399 | 426 622 | 332 952 | 1 361 069 |
| Sous total autres immobilisations corporelles | 14 773 928 | 1 538 433 | 332 952 | 15 979 409 |
| Immobilisations Financières | 5 256 827 | | | 5 256 827 |
| Total Immobilisations | 138 186 437 | 1 538 433 | 632 952 | 139 091 918 |

Variation des amortissements

| En euros | 31/12/2023 | Augmentations | Diminutions | 31/12/2024 |
|---|-------------------|------------------|----------------|-------------------|
| Amortissement | | | | |
| Gros œuvre | 9 920 093 | 566 724 | 44 483 | 10 442 334 |
| Toiture | 3 331 929 | 184 389 | 19 095 | 3 497 222 |
| Agencements et aménagements | 4 649 007 | 256 916 | 39 374 | 4 866 549 |
| Sous total amortissement des constructions | 17 901 029 | 1 008 029 | 102 952 | 18 806 105 |
| Gros œuvre sur sol d'autrui | 3 004 195 | 180 237 | | 3 184 432 |
| Toiture sur sol d'autrui | 1 020 094 | 56 672 | | 1 076 766 |
| Agencements et aménagements sur sol d'autrui | 1 928 875 | 206 520 | | 2 135 394 |
| Sous total amortissement des constructions sur sol d'autrui | 5 953 164 | 443 429 | 0 | 6 396 592 |
| Petit outillage divers | 48 477 | 2 950 | | 51 427 |
| Installations et agencements | 8 328 846 | 1 206 206 | | 9 535 052 |
| Matériel de transport | 16 000 | | | 16 000 |
| Matériel de bureau et informatique | 118 285 | 18 818 | | 137 101 |
| Mobilier de bureau | 11 668 | | | 11 668 |
| Autres immobilisations | 177 757 | | | 177 757 |
| Sous total amortissements des autres immobilisations corporelles | 8 701 033 | 1 227 974 | 0 | 9 929 005 |
| Total immobilisations corporelles | 32 555 226 | 2 679 432 | 102 952 | 35 131 706 |

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.3 Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

| En euros | Valeur brute au 31/12/2023 | Augmentations | Diminutions | Valeur brute au 31/12/2024 |
|--|-------------------------------|---------------|-------------|-------------------------------|
| Titres de Participations (1) | 4 591 000 | | | 4 591 000 |
| Prêts, Dépôts et cautionnements | 665 827 | | | 665 827 |
| Total immobilisations financières | 5 256 827 | | | 5 256 827 |

(1) Ce montant correspond à 51% de détention dans le capital de la SCI CEJ (4 590 000 €) et à la détention de 50% dans le capital de la SCI CJV, SCI constituée le 27/04/2021, au capital de 2 000 €, sis 74 avenue Paul Valery 95200 Sarcelles et dont le capital social de 100 parts est réparti entre la Maison Communautaire et l'ACIP, détenant chacun 50 % (50 parts).

Variation des provisions

Une provision pour dépréciation aurait été constatée si la valeur à la clôture avait été inférieure à la valeur historique.

2.4.4 Stocks

Néant

2.4.5 Créances et Autres créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

| En euros | 31/12/2024 | | |
|--|------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Provision | Net |
| Créances Certification cacherout | 3 404 042 | 1 392 690 | 2 011 352 |
| Sous-total créances clients et comptes rattachés | 3 404 042 | 1 392 690 | 2 011 352 |
| Autres créances | 2 871 068 | | 2 871 068 |
| Total "autres créances" | 2 871 068 | 0 | 2 871 068 |
| Total des Créances | 6 275 110 | 1 392 690 | 4 882 420 |

Ces créances sont à l'échéance à moins d'un an.

Les créances clients concernent essentiellement les redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de la certification Cacherout. Les provisions pour dépréciation des comptes de créances clients portent sur les créances devenues douteuses au cours de l'exercice.

Le poste « autres créances » comprend notamment les éléments suivants :

- Avance en compte courant de 510 000 € consentie à la SCI du Centre du Judaïsme Européen
- Des produits à recevoir pour 1 722 878 euros relatifs à des subventions (Fonds Myriam), diligences et services religieux rendus en décembre 2024 (Hevra Kadicha, etc.)
- Compte Paypal en attente d'intégration pour 207 149 €
- Comptes de débiteurs divers (personnel, organismes sociaux...) pour 66 338 €
- Centre d'étude et de mémoire du Judaïsme : 86 426 €
- Œuvre Ecole Montrouge : 167 800 €
- Réservations Hevra : 92 385 €

2.4.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées d'actions, d'obligations, de SICAV, valorisées selon la méthode du « premier entré, premier sorti », placées auprès de grandes banques et institutions financières (BNP, BRED). Un mandat de gestion a été confié à ces banques. Compte tenu que la valeur liquidative (ou valeur d'inventaire) des titres est supérieure à la valeur comptable, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2024.

Etat des VMP à la clôture

| En euros | 31/12/2024 | | 31/12/2023 | |
|----------|------------|-----------|------------|--|
| | Brut | Net | Net | |
| Titres | 2 747 483 | 2 747 483 | 2 747 483 | |
| Total | 2 747 483 | 2 747 483 | 2 747 483 | |

Les plus-values latentes ne sont pas constatées à la clôture.

Une part importante de ces titres est nantie au profit d'organismes bancaires en garantie de découverts bancaires accordés

2.4.7 Disponibilités

Les disponibilités se décomposent comme suit :

| En euros | 31/12/2024 |
|-------------------|----------------|
| COMPTES BANCAIRES | 542 126 |
| CAISSE | 17 401 |
| Total | 559 527 |

2.4.8 Compte de régularisation actif

Il s'agit des charges constatées d'avance pour un montant de 244 740 euros correspondant principalement de primes d'assurances, des loyers et des contrats d'entretien.

2.5.1 Fonds propres

| En euros | 31/12/2023 | Augmentations | Diminutions | 31/12/2024 |
|---|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Valeur du patrimoine intégré | 109 591 480 | | | 109 591 480 |
| Réserve de réévaluation | | | | |
| Réserves issues de legs et donations | 8 695 785 | | | 8 695 785 |
| Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables de l'organisme | 8 793 622 | 42 688 | | 8 836 310 |
| Autres réserves | 5 687 175 | | | 5 687 175 |
| Report à nouveau | -43 160 519 | -2 134 876 | | -45 295 395 |
| Résultat/Déficit de l'exercice | -2 134 876 | -1 322 845 | -2 134 876 | -1 322 845 |
| Total | 87 472 667 | - 3 415 033 | -2 134 876 | 86 192 510 |

Le compte « Réserves issues de legs et donations » s'élève à 8 695 785 €, il est constitué de legs reçus antérieurement au 1^{er} janvier 2006 et constatés jusqu'à cette date en fonds associatifs et non pas en compte de résultat. Ce montant est inchangé depuis le 31 décembre 2006.

2.5.2 Provisions pour risques et charges

Variation des provisions

| En euros | Situation 31/12/2023 | Augmentations dotations | Reprises dotations provisions utilisées | Situation 31/12/2024 |
|-----------------------------------|----------------------|-------------------------|---|----------------------|
| Risques prudhommaux (3) | 0 | | | 0 |
| Indemnités de fin de carrière (2) | 686 304 | | | 686 304 |
| Rentes (2) | 901 193 | | 24 608 | 876 585 |
| Grosses réparations (4) | 806 500 | | 44 000 | 762 500 |
| Engagements HEVRA KADICHA (1) | 359 610 | | | 359 610 |
| Total | 2 753 607 | | 68 608 | 2 685 000 |

(1) Il s'agit d'une provision constituée en vue de couvrir les engagements pris par l'association dans le cadre de l'acquisition de concessions suite à des réservations faites par des fidèles antérieurement à 1999. Cette provision, estimée en tenant compte du prix actuel de la concession et des personnes identifiées correspond au risque jugé maximum auquel devrait faire face l'association.

(2) Comptabilisation des engagements de retraite et des rentes à verser au personnel retraité

Toutes les entités de droit français disposent d'un **régime d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC)** conformément à la législation. Ce régime consiste à verser un capital aux salariés terminant leur carrière dans l'organisme, le montant du capital versé dépendant de l'ancienneté, de la convention collective ou de l'accord d'entreprise qui s'applique et des modalités et de l'âge du départ en fin de carrière. Au cours de l'exercice, l'ACIP a procédé au calcul des engagements de départ à la retraite de l'ensemble de son personnel en utilisant un logiciel dédié UpIFC-Expert (Groupe Revue Fiduciaire). Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

- Age de départ à la retraite : Départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- Taux d'actualisation : 3,05%
- Revalorisation salariale : 2,65% pour les employés, 2% pour les cadres
- Table de mortalité : INSEE 2014 – 2016

L'ACIP applique le régime de droit commun faute de convention collective.

L'engagement en matière d'indemnité de fin de carrière ainsi calculé s'établit à 686 K€ à fin décembre 2024.

De plus, l'ACIP a contracté divers engagements avec du personnel retraité compte tenu des rentes qu'elle doit leur verser pendant toute leur durée de vie. Un calcul actuariel a été opéré à la clôture l'exercice afin de déterminer le montant de cet engagement... Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation : 4,45 %
- Taux d'inflation : 2,1 %
- Taux de revalorisation de la rente : 2,1 %
- Table de mortalité : TGF – TGH 05

L'engagement actuariel des pensions et retraites ainsi calculé s'établit à 876 K€ à fin décembre 2024.

(3) Concernant les litiges prudhommaux, il n'y a aucune demande salariale en cours.
Par conséquent, aucune provision est constatée.

(4) Compte tenu d'une part de l'analyse faite par le service des communautés en charge de l'entretien des lieux de culte et d'autre part des travaux effectués durant l'exercice, l'association évalue chaque année la provision pour travaux de mise en conformité. Suite à cette analyse, l'association confirme le précédent chiffrage ; la valorisation diminue de 44k€. Le chiffre de la provision à 762 500 € est inscrite au bilan.

2.5.3 Fonds dédiés

Ce poste concerne un legs de 3 670 399 €, la légataire a émis le souhait d'attribuer en toute propriété l'immeuble sis 4 rue Etienne Marcel à Paris ou le produit de sa vente à l'ACIP pour l'Orphelinat Juif de France dont elle a la charge.

2.5.4 Dettes auprès des établissements de crédit

Il s'agit d'emprunts bancaires et de découverts bancaires.

| En euros | 31/12/2024 | moins d'1 an | entre 1 an et 5 ans | plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------|---------------------|------------------|
| <i>Emprunts et cautionnements</i> | | | | |
| EMPRUNT BRED | 1 494 754 | | 1 266 396 | 228 358 |
| EMPRUNT VINCENNES HATIKVA | 90 983 | | 90 983 | |
| EMPRUNT COURBEVOIE | 1 199 406 | | 214 431 | 984 975 |
| EMPRUNT ACIP 16 | 1 564 160 | | 735 961 | 828 199 |
| JEWISH AGENCY | 246 541 | 246 541 | | |
| BNP PGE | 169 217 | 111 781 | 57 436 | |
| BRED PGE | 95 327 | 60 079 | 35 248 | |
| Sous-total | 4 860 389 | 418 401 | 2 400 456 | 2 041 532 |
| <i>Comptes courants</i> | | | | |
| Découvert en banque | 950 407 | 950 407 | | |
| Intérêts courus sur concours bancaire | 11 085 | 11 085 | | |
| Sous-total | 961 492 | 961 492 | 0 | 0 |
| Total | 5 821 881 | 1 379 893 | 2 400 456 | 2 041 532 |

2.5.5 Dépôts et cautionnements reçus

Les dépôts et cautionnements reçus comprennent notamment 375 939 € de cautions perçues de la part des clients cacherout (Traiteurs, Restaurants...).

2.5.6 Dettes à court terme

| En Euros | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|------------|------------|
| <i>Total fournisseurs et comptes rattachés</i> | 4 172 571 | 3 529 382 |
| <i>Sous-total personnel</i> | 622 571 | 565 291 |
| <i>Sous-total organismes sociaux et dettes fiscales</i> | 7 463 228 | 8 826 956 |
| Autres dettes | 1 224 174 | 1 530 045 |
| Total dettes fiscales et sociales et autres dettes | 9 309 973 | 10 922 292 |

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

2.5.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance représentent les droits d'inscription des jeunes enfants au Talmud Thora pour l'année 2024/2025 non encore servis au 31 décembre 2024. Ils s'élèvent à 101 700 €.

2.6 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat - Charges

2.6.1 Les dotations aux amortissements comptabilisées au cours de l'exercice

Elles font suite notamment à la comptabilisation du patrimoine immobilier de l'ACIP à compter de l'exercice 2006 (Cf. § 2.4)

2.6.2 Charges financières

Elles correspondent notamment aux charges d'intérêts sur emprunts pour un montant de 214 787 euros et aux intérêts sur découverts pour 75 761 euros soit un total de 290 548 euros.

2.6.3 Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles d'un montant de 828 629 € correspondent essentiellement à une perte sur créance en Cachierout (431 147€) et à la valeur comptable d'éléments de cession d'actifs (197 048 €)

Ces charges se composent principalement d'une perte sur un client dans l'activité Cachierout (431 147 €), des amendes et pénalités (163 837 €), d'autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion et régularisation de tiers (13 417 €) et de créances devenues irrécouvrables (23 180 €).

2.6.4 Impôt sur les sociétés

Compte tenu de son statut et du caractère non économique de ses activités, l'association n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.

2.7.1 Redevances certification Cachेरout

Ces produits correspondent aux redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de l'activité de certification Cachेरout.

Ils se décomposent comme suit :

| Cachेरout | | |
|------------------------|-----------|-----------|
| En euros | 2024 | 2023 |
| Viandes | 5 128 790 | 5 118 702 |
| Vin | 131 384 | 118 468 |
| Commerces et traiteurs | 1 694 402 | 1 541 041 |
| Autres Produits | 947 724 | 979 523 |
| Total | 7 902 300 | 7 757 734 |

2.7.2 Fidèles

Les dons constituent une des ressources significatives et récurrentes de l'ACIP. Compte tenu du fait qu'elle fait appel à la générosité publique, ces produits sont constatés en exploitation et non en exceptionnel.

Il convient de noter que, traditionnellement, il existe une forte concentration des versements au terme de l'exercice.

Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année écoulée. Le poste « Fidèles » se répartit de la façon suivante :

| Fidèles | | |
|--|------------|------------|
| En euros | 2024 | 2023 |
| Adhésions | 362 657 | 411 722 |
| Sous-total Adhésions | 362 657 | 411 722 |
| Dons | 8 957 621 | 9 999 030 |
| Sous-total Dons | 8 957 621 | 9 999 030 |
| Places & Veilleuses | 2 815 719 | 2 730 216 |
| Autres manifestations (Quêtes) | 740 781 | 725 942 |
| sous-total autres produits des fidèles | 3 556 500 | 3 456 158 |
| Total | 12 876 778 | 13 866 960 |

2.7.3 Les services religieux

Les recettes des « services religieux » se composent des éléments ci-dessous :

| Services religieux | | |
|--|-----------|-----------|
| En euros | 2024 | 2023 |
| Mariages | 1 053 657 | 1 204 692 |
| Hevra Kadicha | 532 580 | 481 213 |
| Talmud thora | 338 786 | 267 047 |
| Divorces | 199 711 | 186 400 |
| Conversions | 193 969 | 184 963 |
| Statut Personnel | 179 862 | 115 485 |
| Total autres produits des services religieux | 2 498 564 | 2 439 800 |